

Isère

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Précarité étudiante : les socialistes montent au créneau

Ève MOULINIER



Alors que l'assemblée plénière du conseil régional se déroulait en visioconférence, une délégation d'étudiants est venue manifester devant l'hôtel de Région à Lyon. Et dans son communiqué de presse, elle fustigeait "les miettes accordées par Laurent Wauquiez aux étudiants."

Lundi, le président d'Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez (LR) a fait des annonces pour lutter contre la précarité étudiante. Et cela a été débattu en séance publique ce mardi.

C'est lundi que le président d'Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez (LR), a fait des annonces pour lutter contre la précarité étudiante.

Ainsi, à la veille de la séance plénière qui a débuté mardi, l'exécutif régional a présenté un plan d'actions « répondant à l'urgence de la situation et donnant de meilleures perspectives d'avenir professionnel. » Parmi les mesures annoncées – qui seraient accompagnées d'une enveloppe de 5 à 10 millions d'euros – on retrouve : l'organisation de campagnes de dépistage au sein des universités en fournissant des tests antigéniques et des masques, un soutien alimentaire aux étudiants (200 000 euros dédiés aux épiceries sociales et solidaires afin de garantir, dans les internats, la fourniture de paniers repas), la mise en place d'une

cellule d'appui psychologique sous forme d'une hotline et un accompagnement des jeunes apprentis sans contrat.

« Dans cette période, nous avons tous été bouleversés par des témoignages d'étudiants en grande détresse. L'épidémie de Covid-19 ne doit pas déboucher sur une génération sacrifiée », avait lancé Laurent Wauquiez en présentant ces mesures.

Reste que ces annonces ont, du fait de leur temporalité, pas mal heurté l'opposition socialiste. Aurélien Ferlay, au nom du groupe "Socialiste & démocrate", a lancé : « Nos leviers de soutien à la jeunesse sont nombreux. Nous attendions un plan d'envergure consacré à la jeunesse. Vous vous contentez de déployer, dans une délibération déposée dans la plus grande urgence, les dispositifs de droit commun qui existent déjà. Vous vous êtes rendu compte que vous aviez oublié la jeunesse et vous déposez un rapport bâclé. »

Son collègue Stéphane Gemmani (CAP21) a embrayé en proposant « de constituer un fonds d'urgence dédié à la lutte contre la précarité alimentaire des étudiants et de le doter de 300 000 euros, afin de mettre en œuvre un programme alimentaire déployé sur les campus des universités régionales. »

Toujours dans le même groupe, Johann Cesa a fustigé le fait que cette préoccupation soit « si tardive », et a lancé : « Les étudiants méritent mieux qu'un vide-greniers pour récupérer masques et tests antigéniques issus de votre ancienne campagne de communication. » Et Anna Auboïs a ajouté : « On aurait aimé que vous proposiez un vrai bouclier social pour nos étudiants. »

Le vice-président Yannick Neuder a ensuite défendu point par point le plan décidé par la majorité régionale, avant que Laurent Wauquiez critique « les postures » politiciennes de certains : « S'occuper des étudiants ne devrait pas être un sujet d'affrontement, mais plutôt un travail qu'on devrait faire en commun. »